

« Retailleau partout, justice nulle part » : à Paris, une manifestation contre l'islamophobie grave et combative

Le cortège parisien a fait converger des collectifs de soutien à la Palestine, des associations antifas et LGBTQI+, mais peu d'organisations politiques et syndicales. Si tout le monde s'inquiète du « climat nauséabond » ayant conduit à l'assassinat d'Aboubakar Cissé, chacun appelle à un sursaut de mobilisation.

[Pauline Graulle](#) et [Clément Rabu](#)

11 mai 2025 à 20h42

La benne du camion qui s'apprête à s'élaner de la place de la Bastille est recouverte de stickers rappelant les polémiques islamophobes des derniers mois : la stigmatisation de [l'humoriste Merwane Benlazar](#), celle du [lycée Averroès](#) à Lille, et bien sûr, [l'assassinat d'Aboubakar Cissé](#). « Plus personne ne se cache. Des insultes, des crachats, c'est minimum deux fois par semaine », s'émeut Cathy, une trentenaire qui porte le voile.

Sur ses joues, la peinture bleu blanc rouge se mélange à quelques larmes. « Je suis française, et j'ai peur pour mes enfants, qui me disent que porter un prénom musulman n'est pas un cadeau », raconte cette accompagnante d'élèves en situation de handicap (AESH) venue de Meaux (Seine-et-Marne), pour prendre part à la manifestation contre l'islamophobie, à l'appel d'une [trentaine d'organisations](#).

Dimanche 11 mai, quinze jours après l'assassinat d'Aboubakar Cissé dans sa mosquée du Gard, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Paris (comme ailleurs en France) contre l'islamophobie et en hommage au jeune homme décédé.



Manifestation contre l'islamophobie à Paris, 11 mai 2025. © Photo Esra Taskin / Anadolu via AFP

Dans les rangs des manifestants en colère, les appels à la démission de Bruno Retailleau – qui avait lancé, il y a quelques semaines [dans un meeting](#), un « À bas le voile ! » très remarqué – ont été scandés à plusieurs reprises. « À bas Retailleau ! », « Retailleau partout, justice nulle part ! » ou « Bruno, arrête de parler de l'islam H24 : t'as un crush ? », pouvait-on lire sur les pancartes, quand les autres dénonçaient les massacres en Palestine ou « l'islamophobie [qui] tue ».

Les trois premiers mois de l'année ont enregistré une augmentation des actes contre les musulman·es de 72 % par rapport à la période en 2024 avec 79 cas recensés, selon un décompte du ministère de l'intérieur.

Moins de monde qu'en 2019

« Le meurtre d'Aboubakar Cissé n'est pas sorti de nulle part : ça fait des années qu'on entend que les musulmans sont la cinquième colonne, et qu'ils sont l'obsession de certaines chaînes [de télévision] », souligne Farid Omeir, président de l'Union des démocrates musulmans français, un parti politique « de gauche, centre-gauche » créé en 2012 pour apporter une réponse politique à l'islamophobie – le thème a depuis fait florès dans une partie de la gauche.

Pour Lydia, les drapeaux français, largement présents cet après-midi-là dans la foule, ne sont pas forcément la meilleure des choses : « Ça représente l'État français, qui est profondément islamophobe. » Le terme sera martelé durant tout l'après-midi : « Il faut un cap clair, on ne peut pas utiliser un autre mot que l'islamophobie. Il y a le meurtre d'Aboubakar, mais il y a aussi tous les regards de travers, les personnes qui changent de trottoir. »

En 2019, [la première marche contre l'islamophobie](#) - qui s'était déroulée à Paris seulement - semblait avoir été, malgré des jours [d'intenses polémiques](#), beaucoup plus massive. La faute au pont du 8-Mai ? Au manque de communication autour de l'événement ? L'effet de la [dissolution de plusieurs collectifs](#) ces dernières années ou d'une préparation complexe en coulisses ? Dans les cortèges jeunes et familiaux du 11 mai, on n'apercevait de la sphère syndicale que des drapeaux de Solidaires, et côté associatif, SOS Racisme n'était pas présent.

Versant politique, les troupes n'étaient là encore pas très fournies. Alors qu'ils s'étaient montrés présents en 2019, aucune figure nationale du parti Les Écologistes – pourtant signataire de l'appel [à la manifestation](#) – n'était dans le cortège parisien, mis à part les députées Éva Sas et Julie Ozenne et une poignée d'élu·es parisiens·es. Marine Tondelier était, elle, retenue à une commémoration dans le Pas-de-Calais. Quant au Parti socialiste (PS) et au Parti communiste français (PCF), ils n'étaient même pas signataires de l'appel.

Venus en masse en revanche, les Insoumis avaient affrété en queue de cortège un char au pied duquel ont marché Jean-Luc Mélenchon et plusieurs député·es au son de *Allons zenfants* de Médine. Sur le podium roulant, le président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, Éric Coquerel, a juré à ses « *compatriotes musulmans* » que le parti mélenchoniste ne « lâchera[it] rien » : « *Ce qui se passe aujourd'hui nous rappelle les années 1930 : jamais*

on ne dira assez la responsabilité du ministre Retailleau qui fusionne droite et extrême droite ! Honte à ceux qui veulent fragiliser l'organisation, qui sera toujours dans la bataille contre l'islamophobie, le racisme et l'antisémitisme ! », a-t-il lancé, en référence notamment à la [publication du livre-enquête La Meute](#) (Flammarion) paru cette semaine.

Incapable de faire un pas sans qu'un manifestant ne vienne le remercier de « *soutenir les musulmans* » et l'encourager à « *tenir bon* », le député insoumis Antoine Léaument a expliqué toutefois vouloir garder le moral, notant une certaine normalisation de l'emploi du mot d'« *islamophobie* » au sein d'une gauche qui se refusait jusqu'à récemment à l'employer, également chez certains macronistes. « *Les gens comprennent qu'il y a un danger profond pour nos compatriotes musulmans et une insécurité réelle créée par cette peur irrationnelle de l'islam construite par la droite, l'extrême droite et parfois même par une partie de la gauche* », souligne-t-il.

Quelques mètres plus loin, sa collègue du Parlement européen, Manon Aubry, tentait, entre deux « *Siamo tutti antifascisti !* », de conjurer ses inquiétudes : « *Il y a beaucoup de pôles de résistance, parfois petits, sur lesquels il faut s'appuyer, et cela donne de l'espoir.* » « *De plus en plus de gens s'engagent précisément parce qu'ils en ont marre de l'ambiance raciste portée par les médias mais aussi par Retailleau ou Bayrou* », abonde Ilan, un militant La France insoumise (LFI) de Rouen.

Boucs émissaires

Faute d'égaliser les cortèges beaucoup plus massifs de 2019, la mobilisation a toutefois montré une grande convergence entre collectifs : militants antiracistes, propalestiniens, LGBTQI+, féministes, antifascistes, juifs décoloniaux (Tsedek), mais aussi représentants de travailleurs sans papiers...

« *Je suis venue pour Aboubakar, je ne m'attendais pas à autant de drapeaux palestiniens. Mais c'est une bonne chose* », commente Neyla, professeure. Au dos de sa pancarte, Aboulhak, 55 ans, a quant à lui dessiné au criterium une femme voilée avec une arme sur la tempe : « *Quand Retailleau dit "À bas le voile", il y a une femme derrière. Donc c'est "À bas les femmes voilées" que peuvent comprendre les gens les plus dangereux* », dit cet artiste peintre. Au verso, un message inspiré d'une citation de Frantz Fanon : « *Quand vous entendez dire du mal des musulman·es, dressez l'oreille, on parle de vous.* »

« *C'est une répétition de l'Histoire, les musulmans sont les nouveaux juifs. Les gens doivent se mobiliser, faire leur éducation, résister* », justifie ce quinquagénaire, se rappelant des ratonnades qu'il a subies dans les années 1980 de Serge Ayoub, l'un des leaders skinheads parisiens. « *Rien n'a changé, les mêmes ont défilé hier* », se désole-t-il, en référence au millier de militant·es néofascistes qui [ont manifesté dans Paris samedi 10 mai](#) avec l'autorisation du tribunal administratif.



Manon Aubry, dans le cortège de Génération espoir, dignité, résistance. © Pauline Graulle

« Et au même moment, on dissout la Jeune Garde et Urgence Palestine ! La symbolique du message est terrible », appuie Xavier, t-shirt du collectif Adama sur le dos, qui défile à côté du convoi du collectif propalestinien, où l'un des membres a rappelé au micro son opposition déterminée à la décision de Bruno Retailleau, le 30 avril, de dissoudre l'organisation. Depuis, la pétition lancée contre la dissolution du collectif a dépassé [les 120 000 signatures](#).

LFI est invitée à couper la sono, pour quelques minutes de recueillement en mémoire d'Aboubakar Cissé.

À lire aussi

[Islamophobie : les origines du mal](#)

10 mai 2025

[L'antiracisme, la gauche et la rue : est-il toujours possible de manifester ensemble ?](#)

9 mai 2025

Touria et Naïma sont venues avec leurs enfants de Poissy (Yvelines) pour « *dénoncer le climat nauséabond* ». Touria se souvient s'être longtemps tue, mais l'assassinat d'Aboubakar Cissé a été « *la ligne rouge* » : « *Aujourd'hui, quand on a le voile, on a peur de recevoir des injures ou des crachats, j'ai plusieurs ami-es qui sont en dépression* », souligne celle dont la fille de 17 ans s'est récemment fait convoquer par le proviseur de son lycée au motif qu'elle portait une robe longue évoquant, à tort, une abaya.

Sa soeur Naïma, médecin à l'institut Gustave-Roussy, a du mal à masquer son désarroi : « *C'est injuste : on est la cible des gouvernements puisqu'ils sont incapables de répondre aux problèmes économiques. Ils ont fait de nous des boucs émissaires.* »

Oriane, 23 ans, en est en tout cas persuadée, le peuple français ne ressemble pas aux débats qu'on peut voir à la télé : « *C'est important de montrer aux musulmans qu'ils sont soutenus. Et que toute la France ne pense pas comme le Rassemblement national.* »

[Pauline Graulle](#) et [Clément Rabu](#)